

A Kasserine, les espoirs déçus de la Révolution

Le 14 janvier 2011, emporté par un soulèvement populaire, le dictateur tunisien Ben Ali s'enfuyait. Cinq ans plus tard, dans la région déshéritée de Kasserine, les rêves ont été brisés.

REPORTAGE
KASSERINE (TUNISIE)
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le 8 janvier, Tala et Kasserine célébraient le cinquième anniversaire des journées les plus sanglantes de la Révolution. Du 8 au 10 janvier 2011, dans ces deux villes proches de la frontière algérienne, les jeunes étaient descendus par milliers dans les rues aux cris de « *Khobz ou ma, ou Ben Ali la !* », (« *Du pain, de l'eau, et plus Ben Ali* »). Englobant, dans la même colère, la pauvreté et le régime. Le pouvoir avait cru alors pouvoir arrêter l'escalade en faisant tirer la police à balles réelles. Vingt morts en trois jours (14 à Kasserine et 6 à Tala). Une erreur tragique d'un système aux abois, incapable de sortir de ses impasses liberticides et de concilier sa dérive mafieuse et les exigences sociales de sa population, qui a certainement précipité sa chute.

« *Cela me fait mal au cœur quand je vois des jeunes venir m'acheter une cigarette pour trois* » AMAR GRIRI

Venu assister à l'hommage, Amar Griri, un maçon retraité, le visage buriné, encadré de blanc par une barbe et un turban, sort une photo d'un dossier. Celle d'un jeune homme, son fils Aissa, la tête posée sur un brancard et le cerveau sorti de sa boîte crânienne, explosée par une balle. Le cliché est extrait d'une vidéo tournée à l'hôpital de Kasserine, le 10 janvier, la journée la plus meurtrière. Les images chavirées et tremblantes de médecins essayant de sauver les émeutiers tombés sous les balles, au milieu des pleurs et des cris de leurs proches, avaient bouleversé toute la Tunisie. Le regard ardent du vieil homme se fige, il étrangle un sanglot et tape du plat de la main sur la table pour contenir la douleur et la colère.

Une colère avivée par le maigre bilan de ces cinq années. Sami Nasri a vu tomber Aissa Griri à ses côtés et il a perdu un frère. Suite au jugement en appel d'avril 2014, la plupart des policiers et de leurs responsables impliqués dans la répression ont été libérés. « *Le tribunal militaire était sous la pression de la police, assure-t-il. Ils ne veulent pas que la vérité sorte.* »

Plus encore que cette évolution judiciaire, c'est surtout l'absence de progrès social qui entretient l'amertume. Le gouvernorat de Kasserine est devenu le symbole de la marginalisation économique des régions intérieures de la Tunisie : « *C'est le gouvernorat des records, déplore Alaa Talbi, directeur du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux. Un travailleur sur quatre n'a pas d'emploi, un foyer sur trois n'a pas d'accès à l'eau potable, le taux d'analphabétisme atteint 32 %, contre 12 % à Tunis.* » La région a d'ailleurs déposé, en juin, un dossier de « *région victime* » devant l'Instance Vérité et Dignité (IVD) chargée d'établir les responsabilités dans les violations des droits sous l'ancien régime, y compris en matière économique.

La part des budgets d'investissement public pour les régions intérieures est censée être passée de 20 à 80 %. Mais cette inversion n'a pas changé la donne. « *Sans stratégie cela n'a pas vraiment de portée*, regrette Mohamed Sghaier Sayhi, secrétaire général de l'union régionale de l'UGTT, la centrale syndicale historique. *On a refait quelques écoles, quelques pistes rurales, amélioré l'hôpital régional, construit quelques dispensaires. Mais rien qui puisse transformer la situation économique de la région. D'autant que seuls 30 % de ces budgets ont été exécutés, en raison des blocages bureaucratiques.* »

« *Le terrorisme, c'est seulement une manière de nous faire oublier nos martyrs* »

SAMI NASRI

A l'orée du centre-ville, fument les installations vétustes d'une usine de cellulose, seul investissement public d'ampleur dans la région. Ses émanations toxiques de fluor et de chlore contaminent l'air et la nappe phréatique. « *Elle est déficitaire depuis des années, reconnaît Mohamed Sghaier Sayhi. Rien n'a été rénové depuis sa création en 1963. Elle emploie neuf cents personnes, dont deux cents recrutées après la révolution. Ces embauches ont encore réduit la productivité et aggravé la crise. C'est une entreprise à caractère social et l'Etat n'a guère d'intérêt à investir pour la rénover.* »

L'agriculture dans cette région pourtant rurale, est paralysée par l'absence de volonté de soutenir les petites exploitations familiales et par les conflits fonciers liés aux successions. Amar Griri, comme d'autres, a laissé ses terres en friche. « *Pour avoir de l'eau, il faudrait un forage à plus de 200 mètres et nous n'avons pas les moyens de le financer.* »

En dehors d'un secteur industriel anémique pour une ville de près de 500.000 habitants, Kasserine n'a pas donc pas beaucoup de perspective à offrir. « *Pour gagner un peu d'argent, j'ai une petite boutique de cigarettes*, raconte encore Amar Griri. *Cela me fait mal au cœur quand je vois des jeunes venir m'acheter une cigarette pour trois.* »

Le seul vrai capital de la région, c'est sa proximité de la frontière avec l'Algérie où il est possible d'acheter une essence bon marché, du tabac clandestin, des produits électroménagers moins taxés à l'importation, et accessoirement du cannabis. La contrebande tolérée par l'ancien régime pour maintenir à flot cette région sinistrée, a continué après la révolution.

Pour un jeune sans perspective d'emploi, acheter un pick-up en leasing sur cinq ans, pour transporter les marchandises des intermédiaires postés sur la frontière jusqu'aux raffineries d'essences disséminées dans la campagne, ou bien aux grossistes, reste le moyen le plus accessible de gagner un revenu.

Mais désormais Kasserine vit à l'heure de la traque des djihadistes tapis dans les grottes du Mont Chaambi qui surplombe la ville. Depuis décembre 2012, la brigade Oqba ibn Nafaa, affiliée à Al-Qaïda, accroche régulièrement les forces de l'ordre. Pour les transporteurs, les contrôles de police ont rendu les bakchichs plus fréquents et les risques de saisie plus élevés. Si bien que même la contrebande ne protège plus contre la précarité.

Les habitants de Kasserine ne croient guère à la réalité de ce djihadisme dont ils ne perçoivent guère le danger au quotidien. « *Le terrorisme, assure Sami Nasri, c'est seulement une manière de nous faire oublier nos martyrs et les objectifs de notre révolution.* » ■

THIERRY BRÉSILLON

